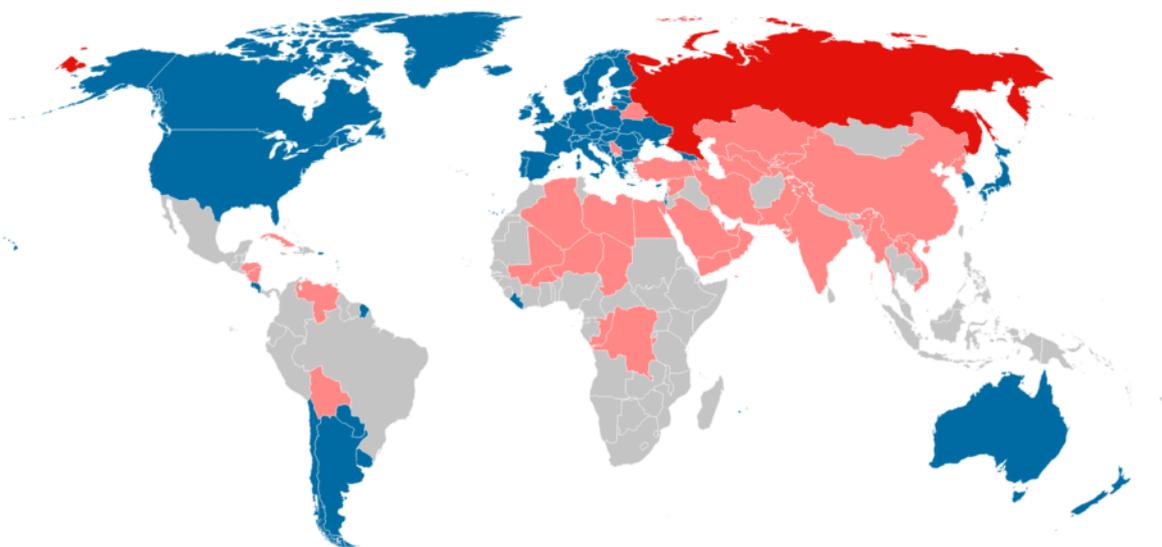


[→ Abonnez-vous](#)

—

[Français](#)[Español](#)[Italiano](#)

Études • Géopolitique de l'interrègne : partages de la Terre

Qui est pour Poutine ? Cartographier les réactions mondiales au vote en Russie [Carte mise à jour à 18h00 Paris]

Qui a félicité Poutine ? Qui a contesté les résultats d'une élection fabriquée ?

De l'Inde à la Turquie, de l'Union européenne au Vatican, le vote en Russie est une occasion unique pour étudier le positionnement de ses alliés et de ses adversaires. Nous publions une carte et une série de tableaux synthétiques, les premiers dans leur genre, pour analyser les réactions de l'ensemble des États le 19 mars à 18h00 (Paris) à la réélection de Vladimir Poutine.

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Ok

Depuis l'invasion de l'Ukraine, plus de 25 millions de personnes ont visualisé les cartes et graphiques produits par le Grand Continent pour décoder les recompositions géopolitiques planétaires. Si ce travail conséquent vous a semblé utile ou si vous pensez qu'il mérite d'être soutenu, en nous permettant de le rendre accessible à toutes et à tous, nous vous demandons de penser à vous abonner [↗](#).

Mardi 19 mars à 18h00 Paris, selon nos calculs, les gouvernements ayant exprimé leurs félicitations au Kremlin couvrent une population de 4,1 milliards de personnes (51 % de la population mondiale) contre 1,3 milliard seulement pour les pays qui ont condamné le processus électoral – la position de leurs gouvernements ne représentant bien sûr pas nécessairement la position de leurs habitants.

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.



Ok

Le rapport est cependant inversé concernant la richesse respective des deux groupes, le PIB total des pays qui ont félicité Poutine atteignant 27 862 milliards de dollars (environ 27 % du PIB mondial), contre 62 127 milliards pour ses critiques (59 %).

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.



Ok

Qui soutient la réélection de Vladimir Poutine ?

Pour le moment, 43 chefs d'État et de gouvernement ont adressé leurs félicitations à Vladimir Poutine pour sa réélection.

Ils peuvent être rassemblé en trois catégories :

- La totalité des républiques d'Asie centrale ;
- Des alliés de Moscou de taille petite ou moyenne qui ont soutenu avec constance la Russie depuis l'invasion de l'Ukraine aux Nations Unies : Belarus, Syrie, Venezuela, Corée du Nord, Nicaragua, les Émirats arabes unis...
- Plusieurs puissances géopolitiques majeures : l'Iran, la Chine et l'Inde.

On remarquera que tous les États membres de l'Organisation de Shanghai convergent, en félicitant Poutine.

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.



Ok

LE CAS INDIEN

Le Premier ministre indien Narendra Modi a félicité le président russe Vladimir Poutine pour sa réélection : « Nous nous réjouissons de travailler ensemble pour renforcer le partenariat stratégique spécial et privilégié entre l'Inde et la Russie, qui a fait ses preuves, dans les années à venir » ^①.

Modi est l'un des rares dirigeants démocratiquement élus à soutenir explicitement la réélection de Poutine, ce qui affaiblit un peu plus un présupposé de la doctrine Biden qui a fait de la lutte entre démocraties et autocraties la pierre angulaire de sa politique étrangère – alors que s'ouvre le troisième Sommet pour la démocratie en Corée du Sud.

Depuis le 24 février 2022, l'Inde maintient une position de neutralité stratégique,

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Ok

confiance » au président Poutine (59 %) ^②. L'opposition libérale n'a d'ailleurs pas manqué de noter que le style de *leadership* de Modi rappelait celui de Poutine.

- Une dynamique économique : depuis le début de la guerre en Ukraine, les échanges commerciaux entre l'Inde et la Russie ont augmenté de manière substantielle. Le maintien de l'accès aux réserves de pétrole et de gaz de la Russie est ainsi majoritairement perçu comme plus important que la fermeté à l'égard de la Russie sur l'Ukraine.
- Une dynamique géopolitique : le positionnement multipolaire de l'Inde présuppose une Russie forte qui, avant la guerre d'Ukraine, était son premier fournisseur d'armement. Lors de son dernier voyage à Moscou, le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, avait déclaré que les liens entre l'Inde et la Russie étaient « très forts ». Comme l'a montré Isabelle Saint-Mézard, « l'Inde redoute que la Russie devienne de plus en plus dépendante de la Chine », l'une des principales ennemies de l'Inde.

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Ok

définitive du soutien du peuple russe à ton égard. »

Les liens déjà très étroits entre Xi et Poutine – qui se sont désormais rencontrés plus de quarante fois – ont été renforcés depuis le 24 février 2022, bien que la Chine ait à plusieurs reprises joué un rôle d’ambiguïté stratégique dans la guerre en Ukraine, en reconnaissant par exemple l’agression russe dans un vote aux Nations Unies le 26 avril 2023.

- Le 4 février, quelques jours avant l’invasion, Poutine avait rendu visite à Xi Jinping à l’occasion des Jeux olympiques d’hiver de Pékin. Les deux pays avaient déclaré un partenariat « sans limites ».
- Le montant mensuel des échanges commerciaux entre la Chine et la Russie a clairement augmenté.
- L’année 2024 marque par ailleurs le 75ème anniversaire de l’établissement des relations diplomatiques entre la République populaire de Chine et la Russie. Selon la porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, plusieurs rencontres entre Poutine et Xi Jinping devraient jaloner cette année.

LE CAS IRANIEN

À ce stade, les réactions iraniennes à l’élection de Vladimir Poutine sont assez limitées bien que positives. L’ambassade iranienne à Moscou a publié sur son site Internet un très bref article expliquant que le Président de la République iranienne Ebrahim Raïssi avait félicité « sincèrement » Vladimir Poutine pour sa réélection « décisive », et qu’il se réjouissait par ailleurs du développement des relations entre les deux pays ^③. Cette brève publication est la seule source des articles d’agences de presse officielles qui annoncent la victoire de Vladimir Poutine et le message de félicitations du Président Iranien.

- L’apparente discrétion de ces félicitations pourrait s’expliquer par le fait que les dirigeants de la République islamique d’Iran ne souhaitent pas insister outre-mesure sur la ressemblance des systèmes électoraux iranien et russe, après les élections iraniennes législatives du 1er mars, qui ont connu, malgré

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Ok

Russie et l'Iran, les dirigeants au pouvoir ne semblent pas souhaiter mettre en avant les proximités de systèmes politiques ayant progressivement abandonné toute prétention démocratique.

Contre Poutine : l'Occident reste uni

En prévoyant la fabrication d'un triomphe électoral, ce vendredi 15 mars, 56 pays se joignaient à l'Ukraine pour condamner « avec la plus grande fermeté les tentatives illégitimes de la Fédération de Russie d'organiser une élection présidentielle dans des zones temporairement occupées sur le territoire internationalement reconnu de l'Ukraine » ⁽⁴⁾.

Une partie de ces pays, notamment de l'Union européenne, ont également condamné l'absence de pluralité ainsi que la connaissance du résultat en amont du scrutin.

- Le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères a dénoncé un « contexte de répression accrue à l'encontre de la société civile et de toute forme d'opposition au régime, de restrictions toujours plus fortes à la liberté d'expression et de l'interdiction de fonctionnement des médias indépendants » ⁽⁵⁾.
- Le ministère fédéral des Affaires étrangères allemand a qualifié l'élection de simulacre « ni libre ni équitable » dont le résultat « ne surprendra personne. Le régime de Poutine est autoritaire, il s'appuie sur la censure, la répression et la violence. Les « élections » dans les territoires occupés de l'Ukraine sont nulles et non avenues et constituent une nouvelle violation du droit international » ⁽⁶⁾.
- Le contexte italien est plus mouvant. Alors qu'Antonio Tajani, ministre des Affaires étrangères et également vice-président du conseil et secrétaire de Forza Italia, avait adhéré à la ligne européenne en condamnant « un vote marqué par des pressions et des violences », le ministre des Transports Matteo

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Ok

Avant le conseil des affaires étrangères qui s'est tenu ce lundi matin à

Bruxelles, le ministre espagnol José Manuel Albares a déclaré que le processus électoral russe était « très loin, pour le dire diplomatiquement, de ce que nous considérons dans l'Union et en Espagne comme des élections démocratiques avec les garanties nécessaires » ⁽⁷⁾. Albares a notamment insisté sur le fait que les votes qui ont eu lieu dans les territoires ukrainiens occupés militairement sont dépourvus de toute légitimité.

ISRAËL-PALESTINE : APRÈS LE VIRAGE NETANYAHOU, LA GUERRE S'ÉTEND ET LE FRONT S'UNIT

En étant parmi les 56 signataires de la déclaration qui condamnait « avec la plus grande fermeté les tentatives illégitimes de la Fédération de Russie d'organiser des élections présidentielles russes dans les zones temporairement occupées du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine », le gouvernement de Benjamin Netanyahu (qui en 2018 avait été parmi les premiers à féliciter Poutine pour sa « réélection ») marque une rupture par rapport à son ambiguïté stratégique et se rallie pleinement à la position des États-Unis et de l'Union européenne à l'égard de la Russie.

L'Autorité palestinienne a quant à elle félicité lundi Vladimir Poutine : dans un communiqué, Mahmoud Abbas a exprimé sa « profonde gratitude » à Moscou pour « son soutien aux droits du peuple palestinien ».

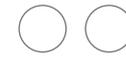
En milieu d'après-midi mardi, le Hamas a également félicité le président russe pour sa réélection selon l'agence TASS.

OTAN ET TURQUIE

- La Turquie était jusqu'à lundi soir le seul pays de l'OTAN qui n'avait 1) pas signé la déclaration conjointe sur la condamnation de l'élection présidentielle russe ou 2) qui n'avait pas critiqué ou condamné unilatéralement le scrutin. Désormais, Erdogan est le seul leader de l'OTAN à avoir félicité Poutine au téléphone pour sa réélection.

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Ok



Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Ok



L'espace, silencieux, du milieu

Pour le moment, plus de 120 chefs d'État et de gouvernement ont choisi de ne pas prendre position. Ce non-alignement dont la nature et la direction font l'objet d'un débat intense reste une tendance fondamentale de l'interrègne.

Nous identifions trois régions à ce stade :

- La plupart des pays africains n'ont pour le moment pas communiqué sur l'élection - le Libéria est le seul pays africain à avoir signé la déclaration ukrainienne portant sur l'élection russe.
- Une partie de l'Amérique latine - y compris le Brésil de Lula, pourtant soutien fréquent de Poutine et le Mexique - ne s'est pas encore positionnée.
- Une partie de l'Asie du Sud-Est, y compris l'Indonésie, ne s'est pas encore positionnée et de l'Océanie.

BRICS

Cinq pays membres des BRICS (Inde, Chine, Iran, Émirats arabes unis et Égypte) ont félicité Poutine pour sa réélection. Les autres (Brésil, Afrique du Sud et

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Ok

OPEP +

Au sein de l'OPEP +, la plupart des États n'ont pas encore réagi officiellement, notamment l'Arabie saoudite, l'Irak, le Brésil et le Mexique, tandis que sept États ont félicité Vladimir Poutine pour sa réélection. Parmi eux, on retrouve à la fois des États très proches de la Russie (Kazakhstan, Azerbaïdjan, Iran), des pays non-alignés anti-occidentaux (Algérie, Venezuela), et les Émirats arabes unis, qui sont, depuis l'invasion de l'Ukraine, des soutiens ambigus de la Russie, revendiquant une forme de neutralité dans le conflit tout en accueillant des oligarques russes exilés, et en servant de plateforme de contournement des sanctions pour Moscou.

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.



Ok

ASEAN

Parmi les pays de l'ASEAN, le Myanmar est le seul pays dont le Premier ministre, Min Aung Hlaing, a formellement félicité Vladimir Poutine pour sa réélection lors d'un entretien avec l'agence de presse officielle russe TASS

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Ok



Contrairement à d'autres régions du monde, les pays de la zone indo-pacifique ont presque tous fait montre d'une intense activité diplomatique depuis le début de la guerre de Soukkot — mais dans quelle direction ? Plutôt que de voir l'Indo-Pacifique comme un monolithe, Antoine Bondaz revient sur les grandes tendances et esquisse des hypothèses.

TASS 18 mars 2024.↑

En Amérique latine, comment comprendre la diversité des réactions à l'opération « Déluge Al-Aqsa » déclenchée par le Hamas ? Dans une étude fouillée, Kevin Parthenay propose une grille de lecture très fine, fondée sur l'historique des relations complexes et composites qu'entretiennent les pays de la région avec Israël — du Guatemala qui fut le deuxième pays à le reconnaître après les États-Unis au Chili où est rassemblée la principale diaspora palestinienne des Amériques.

C'est en Afrique subsaharienne que l'on trouve le moins de pays ayant réagi à la guerre de Soukkot entre le Hamas et Israël. Ces silences, et les réactions généralement très mesurées des autres États sont le fruit des relations complexes que nombre d'entre eux entretiennent avec l'État hébreu depuis la rupture de la guerre de Kippour. Un premier bilan géopolitique de la guerre dans les pays d'Afrique subsaharienne signé Sonia Le Gouriellec.

~~L'attaque du Hamas~~ contre Israël révèle des ruptures mondiales. Dans les fractures de la guerre étendue, la réaction à l'opération « Déluge Al-Aqsa » bouscule une région divisée entre soutien à la cause palestinienne et normalisation des relations avec Israël depuis les Accords d'Abraham. Un premier bilan géopolitique de la guerre de Soukkot dans les pays arabes et musulmans signé Hugo Micheron.

À SUIVRE

Études • Politique

André Ventura : du football aux



Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Ok



dernières élections, on connaît peu le programme d'André Ventura — l'ancien chroniqueur télé qui veut faire revivre l'héritage du dictateur Salazar. À travers une étude de ses prises de position, Yves Léonard brosse son portrait.



Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.



Ok



LE GRAND CONTINENT

À propos
Accueil
Offre



Informations légales
Conditions générales de vente

Publié par Groupe d'Études Géopolitiques.
© 2024 GEG. Tous droits réservés.
Contact Le Grand Continent

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.



Ok